

PARIS, le 26 juin 2020
Original anglais

Point 25 de l'ordre du jour provisoire

**APPLICATION DE LA RÉOLUTION 40 C/67 ET DE LA DÉCISION 207 EX/39
CONCERNANT LES INSTITUTIONS ÉDUCATIVES ET CULTURELLES
DANS LES TERRITOIRES ARABES OCCUPÉS**

Résumé

Le présent document est soumis en application de la résolution 40 C/67 et de la décision 207 EX/39.

Il rend compte de l'assistance fournie à l'Autorité palestinienne et aux parties palestiniennes concernées, ainsi que de l'évolution de la situation depuis la 207^e session du Conseil exécutif.

Il n'y a aucune incidence financière ou administrative.

Décision requise : paragraphe 36.

1. La période visée par le présent rapport va de juillet 2019 à mai 2020.
2. Le document 209 EX/24 (« Palestine occupée ») donne des informations détaillées sur les activités de l'UNESCO à Gaza. Ces informations ne figurent donc pas dans le présent document.
3. Tout comme le reste du monde, la Palestine a été touchée par la pandémie de COVID-19. À l'instar d'autres pays, le gouvernement a ordonné la fermeture des écoles et des entreprises, demandé à la plupart des travailleurs et des familles de limiter leurs déplacements et mobilisé les infrastructures de santé publique. Au 17 mai 2020, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) faisait état de 554 cas confirmés et de quatre décès dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est.
4. L'action menée par les Nations Unies en réponse à la pandémie de COVID-19 dans le territoire palestinien occupé, qui a essentiellement porté sur les besoins humanitaires et l'appui aux efforts du Gouvernement palestinien pour faire face à la crise, a été rapide et approfondie. Le Coordonnateur résident et Coordonnateur des opérations humanitaires des Nations Unies a convoqué la première réunion de l'équipe spéciale interinstitutions sur le COVID-19 alors que les premiers cas étaient confirmés en Cisjordanie, attribuant des rôles clairement définis à chacun des membres de l'équipe spéciale.



ÉDUCATION

5. Le conflit prolongé et les épisodes d'escalade de la violence en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, la fermeture de la bande de Gaza et les restrictions d'accès physique posent quotidiennement des défis et des menaces à l'exercice du droit à l'éducation des enfants et des jeunes. Les effets néfastes de la détérioration de la situation à Gaza ont fait qu'environ 270 000 enfants souffrent de formes graves, modérées ou légères de troubles mentaux¹ et ont entraîné une augmentation du taux d'abandon scolaire. Le pourcentage d'élèves exposés à la violence à l'école était de 46 % en 2018. Les enfants en situation de handicap sont particulièrement exposés au risque d'abandon scolaire. Le taux d'intégration des enfants handicapés dans l'enseignement public s'élevait à 58,6 % en 2018². L'avenir s'annonce également incertain pour les adolescents, le taux de chômage des jeunes s'établissant actuellement à 24 % en Palestine³.

6. Dans ce contexte, en tant que conseil technique auprès du Groupe de travail du secteur de l'éducation, du secrétariat du Mécanisme de coordination de l'aide locale et du groupe de travail thématique sur une éducation inclusive de qualité, l'UNESCO continue de soutenir une éducation inclusive, équitable et de qualité et de promouvoir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous les Palestiniens, par des conseils stratégiques et techniques, ainsi que par des interventions sur le terrain.

7. Au cours de la période considérée, au titre de son Cadre stratégique pour l'éducation dans les situations d'urgence dans la région arabe (2018-2021), l'UNESCO a fourni au Ministère de l'éducation des conseils techniques sur la formation des enseignants à l'éducation inclusive et aux méthodes pédagogiques centrées sur l'enfant, principalement par la mise en œuvre du projet « Éducation sans délai ». En juin 2019, l'UNESCO a lancé un projet de deux ans financé par l'initiative « Éducation sans délai » et mis en œuvre avec l'UNICEF, l'UNRWA, le PNUD et Save the Children. Ce programme pour la résilience de la Palestine prévu sur plusieurs années (2019-2021), vise à renforcer la résilience des communautés, des enfants, des jeunes et de leurs familles dans des parties ciblées de Gaza, de Jérusalem-Est et de la zone C, en offrant un meilleur accès à une éducation et des possibilités d'apprentissage inclusives et équitables. L'UNESCO vise à assurer des cours de rattrapage pour les enfants hospitalisés, la formation à l'éducation inclusive des enseignants et du personnel des écoles publiques, ainsi que la fourniture d'appareils d'assistance destinés aux enfants handicapés.

8. Dans le cadre du projet « Emploi des jeunes dans la région méditerranéenne » (YEM), financé par l'Union européenne, l'UNESCO a révisé et affiné un modèle de prévision des compétences afin de prévoir les besoins du marché du travail pour les cinq prochaines années en Palestine. Le modèle anticipe le besoin de certaines professions afin d'éclairer l'élaboration de politiques et de fournir des informations aux jeunes qui leur permettront d'orienter leur parcours professionnel en vue de combler l'écart entre la demande et l'offre sur le marché du travail. L'UNESCO, en partenariat avec l'Institut palestinien de recherche sur la politique économique, a organisé à Ramallah, le 13 février 2020, une cérémonie de lancement du modèle de prévision des compétences, ouverte par le Ministre de l'éducation. L'UNESCO complètera ce travail en analysant les données en temps réel relatives aux emplois demandés.

9. Dans le cadre du soutien de l'UNESCO au secteur de l'enseignement supérieur palestinien, un atelier de deux jours a été organisé en décembre 2019 à Ramallah sur le rôle de l'enseignement supérieur en vue de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), en particulier de l'ODD 4. Quarante représentants de haut niveau provenant d'universités, du Ministère de l'enseignement supérieur et d'organisations de la société civile y ont pris part. Ils ont convenu d'œuvrer en collaboration à la réalisation des ODD, en particulier de l'ODD 4, ainsi que de veiller à

¹ Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), *Humanitarian Response Plan 2020*.

² Rapport de suivi et d'évaluation, Ministère de l'éducation, 2018-2019.

³ Bureau central palestinien de statistique.

l'adéquation entre les ODD et leurs propres stratégies, tout en recommandant le renforcement des synergies entre le Ministère de l'éducation et le Ministère de l'enseignement supérieur.

10. Face à la pandémie de COVID-19, l'UNESCO et le Ministère de l'éducation ont codirigé l'équipe spéciale sur l'apprentissage à distance, en collaboration avec ses partenaires du groupe sur l'éducation (UNICEF, Save the Children, etc.), en harmonisant les interventions de l'Organisation avec les besoins et les plans du Ministère de l'éducation pour faire face au COVID-19. Des fonds provenant de projets extrabudgétaires existants ont été reprogrammés afin d'apporter une aide urgente au plan d'intervention conçu par le Gouvernement palestinien. Un soutien supplémentaire a été mobilisé dans le cadre de la première intervention d'urgence de l'initiative « Éducation sans délai », par l'intermédiaire de l'UNICEF, et du Programme de développement des capacités pour l'éducation (CapED) afin d'appuyer l'élaboration de modalités d'apprentissage à distance ainsi que d'une campagne de sensibilisation en ligne sur les modes de vie sains et le soutien psychosocial pendant et après la pandémie. L'UNESCO œuvre également en étroite collaboration avec le Ministère de l'éducation et d'autres partenaires à la mise en place du cadre mondial commun (UNESCO, UNICEF, Banque mondiale, Programme alimentaire mondial) sur la réouverture des écoles en Palestine.

11. La fermeture des écoles et des universités en Palestine, qui restera effective jusqu'à la fin de l'année scolaire à titre de mesure de précaution pour éviter la propagation du coronavirus, a touché plus de 1,6 million d'élèves et étudiants. Le gouvernement a mis à disposition une plate-forme en ligne pour soutenir l'apprentissage à distance et a annoncé la réouverture des écoles pour le mois d'août.

CULTURE

12. Depuis la période couverte par le précédent rapport, et dans le cadre du projet financé par la Suède qui vise à appuyer le développement local par la réfection et la revitalisation de l'environnement bâti historique, l'UNESCO a achevé la remise en état de huit sites du patrimoine culturel. La réfection de trois autres sites est en cours. Au cours de cette période, le projet a généré 6 500 jours ouvrés d'emploi temporaire et permis la formation de six architectes et ingénieurs, ainsi que l'organisation de neuf campagnes de sensibilisation des populations locales. Dans le cadre du projet, l'UNESCO a entamé l'élaboration des documents suivants :

- un plan de conservation et de gestion de Sebastia, en collaboration avec le Ministère palestinien du tourisme et des antiquités ; le site figure sur la Liste indicative de la Palestine⁴ et regroupe d'importants sites archéologiques, des éléments de paysage distinctifs, ainsi qu'une vieille ville animée. Le plan de conservation et de gestion permettra d'assurer la bonne gestion de ce bien et de relever les défis auxquels le site est confronté, tels que le développement urbain et le manque d'entretien ;
- une publication à propos du projet présentant des exemples de réussites et de bonnes pratiques, tout en abordant les aspects techniques et la question de l'engagement de la communauté.

13. L'UNESCO a apporté un soutien technique et financier au Ministère du tourisme et des antiquités pour l'élaboration de quatre règlements d'application qui permettront l'application effective du décret-loi sur le patrimoine culturel matériel. Le Ministère du tourisme et des antiquités procède actuellement à l'examen des projets de ces règlements d'application concernant les musées, les fouilles, les directives relatives aux inventaires et la conservation et la protection du patrimoine culturel bâti, après quoi une série de consultations sera organisée avec des organismes spécialisés de la société civile avant soumission à l'approbation du Gouvernement palestinien.

⁴ <https://whc.unesco.org/fr/listesindicatives/5718/>.

14. L'élaboration d'un plan de conservation et de gestion pour le site du patrimoine mondial de la « Vieille ville d'Hébron/Al-Khalil », financée par le Fonds du patrimoine mondial, est en cours. L'UNESCO prête son concours technique au Ministère du tourisme et des antiquités pour l'élaboration d'études préparatoires, en coopération avec d'autres acteurs concernés.

15. Un projet d'élaboration d'un dossier de candidature concernant les sites culturels de Jéricho, approuvé pour un financement par le Fonds du patrimoine mondial à hauteur de 30 000 dollars des États-Unis, sera mené en coordination avec le Bureau de l'UNESCO à Ramallah.

16. L'UNESCO continue de superviser les travaux de remise en état du musée Riwaya de Bethléem, financé par la Norvège, afin d'y installer une exposition interactive multimédias sur la culture palestinienne. Le projet a été prolongé jusqu'en décembre 2020 grâce à un montant supplémentaire de 165 000 dollars versé par la Norvège qui permettra de relever les défis rencontrés dans la mise en œuvre du projet, en particulier les travaux de rénovation et le respect des normes de protection civile dans les bâtiments du Centre pour la paix.

17. L'UNESCO a pour la première fois organisé un atelier de renforcement des capacités relatives à la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels (1970), pour la prévention du trafic illicite des biens culturels, et la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé (1954). Cette formation a été organisée du 3 au 6 décembre 2019, en coopération avec les Carabiniers italiens et INTERPOL, et en étroite collaboration avec le Ministère du tourisme et des antiquités, le Ministère de l'intérieur et le Ministère de la culture, à l'intention de 40 professionnels et praticiens issues d'entités gouvernementales et de la société civile, ainsi que de conservateurs et collectionneurs privés⁵. Les rapports des experts et les recommandations opérationnelles ont été transmises au Ministère du tourisme et des antiquités pour des actions de suivi.

18. Dans le cadre du projet sur le « Renforcement des capacités nationales pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel palestinien », financé par l'Office d'Abou Dhabi pour le tourisme et la culture, trois activités ont été mises en œuvre. Il s'agit notamment d'une formation de cinq jours sur l'application de la Convention de 2003 et de ses notions fondamentales⁶, d'un appui technique à la révision finale du projet de loi sur la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel palestinien⁷ avec des experts de premier plan du Ministère de la culture, et d'une formation de sept jours sur l'établissement d'inventaires par les communautés⁸, y compris des exercices pilotes de réalisation d'inventaires. Ces activités, animées par deux experts internationaux et deux experts nationaux, ont rassemblé 25 participants/experts œuvrant dans le domaine du patrimoine culturel immatériel en Palestine⁹.

19. Le Ministère de la culture et d'autres acteurs concernés ont bénéficié d'un appui en matière de suivi des politiques culturelles dans le cadre du projet « Repenser les politiques culturelles pour la promotion des libertés fondamentales et la diversité des expressions culturelles », financé par la Suède. Les activités ont été axées sur l'élaboration du rapport périodique quadriennal sur l'application de la Convention de 2005, dû en avril 2020, et notamment sur la formulation de politiques fondées sur des données factuelles dans le domaine des industries culturelles et créatives¹⁰. Deux consultations multipartites avec des représentants d'institutions publiques et de la société civile ont été organisées les 9 et 10 décembre 2019, ainsi qu'un atelier de formation national

⁵ Pour plus d'informations, voir : <https://en.unesco.org/news/capacity-building-training-effective-implementation-1970-conventionand-1954-hague-convention>.

⁶ <https://www.facebook.com/unesco.ramallah/posts/2636612616432438>.

⁷ <https://www.facebook.com/unesco.ramallah/posts/2655259237901109>.

⁸ <https://www.facebook.com/unesco.ramallah/posts/2652769964816703>.

⁹ Communiqué de presse, 5 décembre 2019 : <https://en.unesco.org/news/unesco-concludes-first-two-workshops-within-framework-project-strengthening-national-capacities>.

¹⁰ Pour plus d'informations, voir : <https://en.unesco.org/news/reshaping-cultural-policies-promotion-fundamental-freedoms-and-diversity-cultural-expressions> et https://www.facebook.com/unesco.ramallah/posts/2735251809901851?_tn=-R.

sur le suivi participatif des politiques à l'intention de l'équipe nationale multipartite chargée d'élaborer le rapport périodique quadriennal.

20. À l'appui de l'élaboration de la stratégie et des politiques du secteur de la culture ainsi que de l'application effective de la Convention de 2005, l'UNESCO réalise pour la première fois en Palestine un inventaire complet du secteur de la culture et conduit une évaluation de la contribution de ce secteur à l'économie (PIB), à l'éducation, à la résilience, à la participation sociale ainsi qu'au développement, à la gouvernance, etc., sur la base des Indicateurs thématiques pour la culture dans le Programme 2030. Le projet est financé conjointement par la Fondation Drosos et mis en œuvre parallèlement au projet susmentionné « Repenser les politiques culturelles pour la promotion des libertés fondamentales et la diversité des expressions culturelles », financé par la Suède.

21. La mise en œuvre des activités culturelles, notamment les projets de réhabilitation physique, les spectacles, les expositions et les activités cinématographiques, a été considérablement affectée par la crise du COVID-19. Dès lors, si les activités produisant des livrables sous forme électronique ont été maintenues, celles nécessitant un travail sur le terrain ont été reportées à des dates ultérieures. L'UNESCO a poursuivi ses activités de renforcement des capacités dans le domaine du patrimoine culturel immatériel et a organisé la toute première formation en ligne sur la « Préparation des dossiers de candidature et des demandes d'assistance internationale dans le cadre de la Convention de l'UNESCO de 2003 » à l'intention des professionnels et des responsables palestiniens (cinq jours entre le 4 et le 10 mai 2020). En outre, l'Organisation a continué d'aider le Ministère de la culture à réviser le projet de loi sur le patrimoine culturel immatériel, et a facilité les discussions sur ses articles au sein d'une équipe de spécialistes identifiés par le Ministère de la culture et l'UNESCO. Le projet de loi a été présenté au Ministère de la culture le 18 mai 2020 pour observations finales. En partenariat avec le Centre Willy Brandt à Jérusalem, le Bureau de l'UNESCO à Ramallah a encore une fois participé aux célébrations de la 9^e Journée internationale du jazz, le 30 avril 2020. Cette année, le point d'orgue de la célébration de la Journée du jazz en Palestine a été un concert donné par les membres du célèbre groupe Typo originaire de Gaza, qui a été diffusé en direct de Gaza sur Facebook.

COMMUNICATION ET INFORMATION

22. Durant la période considérée, selon le Centre palestinien pour le développement et la liberté des médias (MADA)¹¹, les journalistes ont continué en Palestine d'être victimes de toute une série d'atteintes à leurs droits, y compris des violences physiques, la saisie de leur matériel, l'interdiction de couvrir des événements et des perquisitions dans les bureaux des médias. Parmi les incidents signalés par le Centre, un photographe indépendant a perdu un œil après avoir été touché par un fragment de balle tirée par des garde-frontières israéliens alors qu'il couvrait une manifestation, en novembre 2019. Le même mois, les bureaux de la chaîne *Palestine TV* ont été perquisitionnés et leur fermeture a été ordonnée. Le Secrétariat a reçu un courrier daté du 13 mai 2020 faisant état de la prolongation de cette fermeture.

23. En novembre 2019, le Bureau de l'UNESCO à Ramallah a lancé, en coopération avec le Syndicat des journalistes palestiniens et sous le parrainage du Cabinet du Premier Ministre, un Mécanisme national de suivi de la sécurité des journalistes¹². Ce mécanisme multipartite, qui réunit des représentants des ministères compétents, des organisations de la société civile et le Syndicat des journalistes palestiniens, a pour mission d'améliorer le signalement des attaques contre les journalistes, en particulier dans le cadre du rapport annuel de la Directrice générale de l'UNESCO sur la sécurité des journalistes et de l'évaluation des progrès accomplis au regard de l'indicateur ODD 16.10.1. Une série de formations a été organisée pour ses membres en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, en coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et des ONG locales.

¹¹ <https://www.madacenter.org/en/article/1270/>

¹² <https://en.unesco.org/news/national-mechanism-monitoring-safety-journalists-palestine-launched-occasion-international-day>

24. L'UNESCO, en collaboration avec le Syndicat des journalistes palestiniens, a soutenu la création d'un Réseau de responsables de la sécurité au sein des organisations de médias en Palestine. L'UNESCO a organisé quatre séances de formation spécialisée à l'intention de ces points focaux pour la sécurité, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

25. En octobre 2019, le Bureau de l'UNESCO à Ramallah, en coopération avec 7amleh – le Centre arabe pour la promotion des médias sociaux – a organisé une journée de débat sur le thème « Un an après l'application de la loi sur la cybercriminalité : opportunités et défis »¹³. Cette discussion a donné l'occasion d'échanger des points de vue au sujet de la loi sur la cybercriminalité et de son impact pour le monde des journalistes, des militants et des organes de presse, ainsi que des éclairages régionaux et internationaux sur les moyens d'assurer la liberté d'expression en ligne, conformément aux accords et pactes internationaux et en application des principes ROAM de l'UNESCO relatifs à l'universalité d'Internet¹⁴.

26. En septembre 2019, l'UNESCO a célébré sa quatrième Journée internationale sur l'accès universel à l'information en Palestine, autour du thème « Ne laisser personne de côté ! ». L'Organisation a présenté le rapport de la série *In Focus* intitulé « *Access to Information: A New Promise for Sustainable Development* » (Accès à l'information : une nouvelle promesse pour le développement durable) à l'occasion d'une manifestation organisée en collaboration avec l'Université An-Najah à Naplouse et l'Université métropolitaine d'Oslo, et avec le soutien du Ministère norvégien des affaires étrangères. Malgré la crise liée au COVID-19, le Bureau de l'UNESCO à Ramallah et le Centre de développement des médias de l'Université de Bir Zeit ont également célébré la Journée mondiale de la liberté de la presse, le 3 mai 2020, en organisant des formations en ligne, en émettant des émissions de radio et en diffusant 20 vidéos de différents journalistes à Ramallah et à Gaza.

27. En collaboration avec l'Université ouverte al-Quds, l'UNESCO a présenté un débat ouvert (*Open Talk*) sur la Journée internationale de l'accès universel à l'information, avec la participation d'intervenants locaux influents du monde universitaire, d'organisations non gouvernementales et de médias œuvrant activement pour le droit à l'accès à l'information. Cette manifestation a été l'occasion de marquer la Semaine régionale arabe de l'inclusion numérique¹⁵.

28. En décembre 2019, l'UNESCO a financé la participation d'un expert palestinien du patrimoine documentaire à la conférence régionale tenue à Doha, dans le cadre du projet « Appui à la conservation du patrimoine documentaire dans le monde arabe »¹⁶.

29. Dans le cadre de la Semaine mondiale de l'éducation aux médias et à l'information, deux formations de développement des capacités¹⁷ ont été organisées en partenariat avec le Centre de développement des médias et l'Université de Bir Zeit au profit de 68 fonctionnaires chargés des relations publiques de différents ministères, sous forme de collaboration conjointe entre l'UNESCO, le Cabinet du Premier Ministre et le PNUD. Les séances de formation se poursuivront tout au long du premier trimestre de 2020.

¹³ <https://fr.unesco.org/events/apres-lapplication-loi-cybercriminalite-opportunités-defis>

¹⁴ Pour de plus amples détails sur les principes ROAM : <https://fr.unesco.org/news/cadre-doam-lunesco-reconnu-rapport-du-panel-haut-niveau-lonu-interdependance-digitale>

¹⁵ <https://en.unesco.org/news/unesco-celebrates-4th-international-day-universal-access-information-iduai-2019-and-arab>

¹⁶ <http://www.unesco.org/new/en/doha/communication-information/supporting-documentary-heritage-preservation-in-the-arab-region/>

¹⁷ <https://www.facebook.com/unesco.ramallah/posts/2611587098934990>

ÉGALITÉ DES GENRES

30. L'UNESCO soutient et promeut l'égalité des genres en Palestine ainsi que l'harmonisation de la législation nationale avec les traités internationaux, par l'intermédiaire du premier Institut de politiques relatives au genre en Palestine et dans le monde arabe, établi par décret gouvernemental en juin 2019.

31. L'UNESCO a achevé l'élaboration du premier inventaire analytique complet des politiques relatives au genre approuvées par le gouvernement palestinien entre 2011 et 2017, intitulé « *Bridging the Gender Gap: Mapping and Analysis of Gender Policies in Palestine (2011-2017)* ». Ce rapport peut être consulté sur UNESDOC en [anglais](#)¹⁸ et en [arabe](#). L'étude, en appelant l'attention sur diverses difficultés rencontrées dans la formulation de politiques en matière de genre en Palestine, aide les pouvoirs publics à établir une situation de référence sur les politiques relatives au genre et leur mise en œuvre. Elle recense les lacunes stratégiques afin de soutenir la formulation des politiques et de combler les écarts, définit des domaines dans lesquels des politiques doivent être élaborées et contribue aux efforts visant à améliorer la situation des Palestiniennes afin de renforcer l'égalité des genres et la justice.

32. L'UNESCO a participé activement à la conception et à la mise en œuvre de la campagne conjointe « *Together Against Violence* »¹⁹ (Tous ensemble contre la violence) à l'occasion des 16 journées de mobilisation contre la violence de genre, aux côtés de plus de 68 partenaires nationaux et internationaux.

AUTONOMISATION DES JEUNES

33. En novembre 2019, l'UNESCO a facilité la nomination et la participation d'un jeune entrepreneur de Ramallah âgé de 22 ans²⁰, M. Anas Al-Dalou, au 11^e Forum des jeunes de l'UNESCO, qui s'est tenu au Siège de l'Organisation les 18-19 novembre 2019. M. Al-Dalou a présenté son initiative sur le recyclage des vieux textiles et leur vente en ligne en vue de produire des revenus et soutenir d'autres jeunes et communautés dans le besoin.

34. Afin d'intensifier son soutien à la jeunesse palestinienne, qui forme l'un des groupes vulnérables de la société, le Bureau de l'UNESCO à Ramallah a mené, avec le soutien du Secteur des sciences sociales et humaines (SHS), une évaluation approfondie du secteur de la jeunesse en Palestine, mettant l'accent sur les lacunes et les domaines potentiels de développement. L'évaluation propose cinq domaines potentiels d'intervention : (a) le développement des capacités des défenseurs de la jeunesse et des responsables politiques ; (b) le développement durable dans le cadre de programmes pour la jeunesse axés sur l'environnement ; (c) l'amélioration du bien-être des jeunes ; (d) la transformation personnelle des connaissances, compétences et attitudes des jeunes et (e) l'évolution des relations de la jeunesse avec les acteurs clés de leur milieu social. L'évaluation vise à faciliter la conception et l'exécution des programmes en mettant l'accent sur les lacunes et les domaines potentiels de développement du secteur de la jeunesse, de façon à renforcer la présence du Secteur SHS en Palestine en fonction des besoins identifiés.

Golan syrien occupé

35. Le projet d'appui aux étudiants du Golan syrien occupé, lancé en 2009 et financé par le Fonds-en-dépôt japonais, a pris fin en mars 2013. En l'absence de ressources extrabudgétaires supplémentaires, cette assistance n'a pas pu être prodiguée pendant la période considérée.

¹⁸ <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000372466>

¹⁹ <https://en.unesco.org/news/newly-launched-together-against-violence-joint-campaign-demands-prompt-adoption-family>

²⁰ <https://www.facebook.com/unesco.ramallah/posts/2646255702134796>

Projet de décision proposé

36. Compte tenu de ce qui précède, le Conseil exécutif souhaitera peut-être adopter une décision libellée comme suit :

Le Conseil exécutif,

1. Ayant examiné les documents 209 EX/24 et 209 EX/25, ainsi que l'annexe à la présente décision,
2. Rappelant ses décisions antérieures relatives aux « institutions éducatives et culturelles dans les territoires arabes occupés »,
3. Décide d'inscrire ce point à l'ordre du jour de sa 210^e session, et invite la Directrice générale à lui présenter un rapport de suivi à ce sujet.

ANNEXE



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Conseil exécutif
Deux cent-neuvième session

209 EX/PX/DR.25.1
PARIS, le 26 juin 2020
Original anglais

COMMISSION DU PROGRAMME ET DES RELATIONS EXTÉRIEURES (PX)

Point 25 APPLICATION DE LA RÉOLUTION 40 C/67 ET DE LA DÉCISION 207 EX/39 CONCERNANT LES INSTITUTIONS ÉDUCATIVES ET CULTURELLES DANS LES TERRITOIRES ARABES OCCUPÉS

PROJET DE DÉCISION

Le Conseil exécutif,

I. PALESTINE OCCUPÉE

1. Rappelant sa décision 185 EX/36 et la résolution 38 C/72, ainsi que l'article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme relatif au droit à l'éducation, les articles 24, 50 et 94 de la quatrième Convention de Genève en ce qui concerne le déni du droit des enfants à l'éducation, la Convention de La Haye (1954) et ses Protocoles additionnels, et la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (1972), et rappelant également l'avis consultatif de la Cour internationale de justice, en date du 9 juillet 2004, concernant les « Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé »,
2. Ayant examiné les documents 209 EX/24 et 209 EX/25,
3. Résolument engagé en faveur de la sauvegarde des monuments, œuvres d'art, manuscrits, livres et autres biens historiques et culturels qui doivent être protégés en cas de conflit, ainsi que des écoles et de tous les établissements éducatifs,

4. Déplore les effets préjudiciables que les confrontations militaires ont eus dans les domaines de compétence de l'UNESCO à l'intérieur de la bande de Gaza, notamment en ce qui concerne les institutions éducatives et culturelles ;
5. Profondément préoccupé par les atteintes portées par l'armée israélienne aux écoles et universités palestiniennes, exige que les autorités israéliennes cessent les actions qui portent atteinte aux principes de l'UNESCO et aux dispositions de la Déclaration mondiale sur l'Éducation pour tous (1990), et réaffirme, à cet égard, que les écoles, les universités et les sites du patrimoine culturel bénéficient d'une protection spéciale et ne doivent pas être pris pour cibles ;
6. Exprime la préoccupation croissante que lui inspire le Mur, qui nuit aux activités des institutions éducatives et culturelles, et exige, à cet égard, qu'Israël, la Puissance occupante, mette fin à toutes ses activités de colonisation, notamment la construction du Mur et toute autre mesure tendant à modifier le caractère, le statut et la composition démographique du territoire palestinien occupé, y compris à l'intérieur et aux alentours de Jérusalem-Est et du monastère de Crémisan dans le Gouvernorat de Bethléem, qui nuisent au tissu social palestinien et empêchent les élèves et étudiants palestiniens d'exercer pleinement leur droit à l'éducation ;
7. Prend note avec une vive préoccupation de la censure pratiquée par Israël sur les programmes d'enseignement scolaires et universitaires palestiniens à Jérusalem-Est, et prie instamment les autorités israéliennes de mettre immédiatement fin à cette censure ;
8. Exprime sa gratitude à l'ensemble des États membres, des organisations intergouvernementales et des organisations non gouvernementales concernés pour leurs importantes contributions à l'action de l'UNESCO en Palestine, ainsi que pour la construction d'écoles pour les enfants palestiniens, telles que l'école de Tana, près de Naplouse, et les deux écoles de Khan Al-Ahmar et Abu Nuwar, près de Jérusalem, et les exhorte à continuer d'aider l'UNESCO dans cette entreprise ;
9. Regrette vivement la destruction d'écoles par les autorités israéliennes, y compris les écoles d'Abu Nuwar et de Tana, et prie instamment les autorités israéliennes d'abandonner tout projet de nouvelle démolition, notamment en ce qui concerne l'école de Khan Al-Ahmar ;
10. Remercie la Directrice générale des résultats obtenus en faveur de la protection, de la reconstruction, de la réhabilitation et de la restauration des sites archéologiques et du patrimoine culturel palestiniens, l'invite à redoubler d'efforts à cet égard et à renforcer l'assistance de l'UNESCO aux institutions éducatives et culturelles palestiniennes en vue de répondre aux besoins de renforcement des capacités dans les domaines de compétence de l'UNESCO, notamment en développant le programme d'assistance financière aux élèves et étudiants palestiniens, et la prie d'organiser, dès que possible, la neuvième réunion du Comité conjoint UNESCO-Palestine ;

II. GOLAN SYRIEN OCCUPÉ

11. Invite également la Directrice générale :
 - (a) à poursuivre ses efforts visant à préserver le tissu humain, social et culturel du Golan syrien occupé, conformément aux dispositions pertinentes de ses décisions ;
 - (b) à déployer des efforts afin d'offrir des programmes d'études appropriés, et à fournir un nombre accru de bourses ainsi qu'une assistance adéquate aux institutions éducatives et culturelles du Golan syrien occupé ;
 - (c) à envoyer un expert chargé d'analyser et d'évaluer les besoins des institutions éducatives et culturelles dans le Golan syrien occupé, et de lui en rendre compte avant la 210^e session du Conseil exécutif ;

III.

12. Décide d'inscrire ce point à l'ordre du jour de sa 210^e session, et invite la Directrice générale à lui présenter un rapport d'étape à ce sujet.

ANNEXE AU DOCUMENT

Au cours de la période considérée, le Secrétariat a reçu la correspondance ci-après en rapport avec le présent point :

Date	De	Objet
29 novembre 2019	Délégué permanent suppléant de la Palestine auprès de l'UNESCO	Institutions éducatives et culturelles, médias et établissements de santé
23 janvier 2020	Ministre palestinien des affaires étrangères et des expatriés	Institutions éducatives : écoles de l'UNRWA
13 mai 2020	Président, Commission nationale palestinienne pour l'éducation, la culture et la science	Fermeture des bureaux de Palestine TV